

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!  
Guerre populaire jusqu'au communisme!**

---

**LETTRE DU PREMIER MINISTRE  
CHOU EN-LAI AU PREMIER  
MINISTRE NEHRU**

**20 avril 1963**

Pékin, le 20 avril 1963.

Son Excellence Monsieur Jawaharlal Nehru, Premier  
Ministre de la République indienne, New Delhi.

Votre Excellence Respecté Premier Ministre,  
Je vous remercie de votre lettre du 5 mars 1963. Je  
regrette vivement qu'en dépit des nombreux efforts du  
gouvernement chinois en vue d'une réconciliation, vous  
ayez rejeté une nouvelle fois la proposition du  
gouvernement chinois pour l'ouverture prochaine de  
négociations directes entre les deux pays au sujet de la  
stabilisation du cessez-le-feu, de la rupture de contact et  
du règlement pacifique de la question frontière.

Vous avez dit dans votre lettre que les pourparlers sino-indiens ne pourraient avoir lieu qu'à la condition que le gouvernement chinois, tout comme le gouvernement indien, accepte en bloc les propositions de Colombo et les éclaircissements donnés par le Premier Ministre de Ceylan à New Delhi.

Je ne comprends pas pourquoi vous avez pris une attitude qui ne laisse aucune possibilité de discussion.

Vous savez comme moi que la Conférence de Colombo avait pour but principal de promouvoir des négociations directes entre la Chine et l'Inde et le règlement pacifique de la question frontrière; qu'elle avait pour tâche de servir de médiatrice et non d'arbitre; et que les propositions de cette Conférence ne sont que des suggestions soumises à la Chine et à l'Inde et non un jugement ou un arbitrage qui contraindrait la Chine ou l'Inde à les accepter en bloc.

Le gouvernement indien a bien entendu la liberté d'accepter partiellement ou totalement les propositions de Colombo. Mais je ne comprends pas pourquoi les pourparlers ne pourraient avoir lieu que si le gouvernement chinois, tout comme le gouvernement indien, acceptait ces propositions en bloc.

La Conférence de Colombo n'a adopté aucun autre document en dehors de la proposition en six points. Les éclaircissements donnés à Pékin et à New Delhi par le Premier Ministre de Ceylan et ses collègues ne constituent pas un document officiel de la Conférence de Colombo, c'est pourquoi il n'est nullement question de les

accepter comme une partie composante des propositions de Colombo.

Il est d'autant moins, question de la nécessité absolue de les accepter qu'on sait de façon précise que les éclaircissements produits à New Delhi ne constituent même pas un document élaboré par les pays participant à la Conférence de Colombo.

Vous avez dit dans votre lettre que c'est précisément parce que le gouvernement indien avait été animé du désir sincère de régler pacifiquement la question frontière que vous aviez accepté sans réserve aucune les propositions de Colombo, en d'autres termes, que vous aviez accepté en bloc ces propositions ainsi que les prétendus éclaircissements produits à New Delhi, sans vous en tenir à la position définie dans votre lettre du 1er décembre 1962 à mon adresse, à savoir le retour à l'état de la frontière d'avant le 8 septembre 1962.

Le gouvernement chinois, quant à lui, désire bien entendu voir les choses se présenter vraiment de cette façon. Il est toutefois regrettable que les choses ne se présentent pas de cette façon. Vous avez déclaré le 23 janvier 1963 au parlement indien: "Après avoir soigneusement examiné les questions contenues dans les résolutions de la Conférence de Colombo et dans les éclaircissements, nous sommes parvenus à la conclusion que ces propositions répondent à l'essentiel de la demande formulée pour le rétablissement du statu quo d'avant le 8 septembre."

En ce qui concerne le secteur occidental de la frontière, vous avez même déclaré: "Les propositions de la Conférence de Colombo présentent certains avantages sur celle que nous avons faite précédemment, à savoir le retour aux positions du 8 septembre."

Vous avez dit le 30 janvier 1963 à la réunion organisée pour commémorer le XVe anniversaire de la mort de Gandhi: "Lorsque l'Inde a reçu les propositions des pays participant à la Conférence de Colombo, nous les avons examinées très soigneusement, mais nous n'avons pas réagi immédiatement, car certaines des clauses n'étaient pas claires"; "les éclaircissements ayant rapproché ces propositions de la demande indienne relative au retour à la position du 8 septembre, l'Inde les a acceptées en bloc."

Dans ces conditions, comment peut-on affirmer que la prétendue acceptation sans réserve des propositions de Colombo par l'Inde montre que celle-ci ne s'en tient plus à sa position antérieure, celle du retour à l'état de la frontière d'avant le 8 septembre? N'est-ce pas précisément parce qu'il a exploité l'ambiguïté des propositions de Colombo et prétendu que -celles-ci correspondent à la position indienne, que le gouvernement indien en est venu à annoncer comme effective son acceptation sans réserve des propositions de Colombo?

C'est précisément parce que le gouvernement indien s'en est tenu à sa position dite du retour à l'état de la frontière d'avant le 8 septembre que certaines régions font l'objet

de contestation au sujet des dispositions pour le cessez-le-feu. Mais, dans votre lettre, vous faites passer la contestation entre la Chine et l'Inde au sujet de ces régions pour une contestation entre le gouvernement chinois et les pays participant à la Conférence de Colombo.

On ne parviendra pas à cacher, par cette assertion qui vise à induire en erreur l'opinion publique, le fait que le gouvernement indien s'obstine dans sa position déraisonnable. Les propositions de Colombo sont des suggestions soumises à la Chine et à l'Inde par six pays d'Asie et d'Afrique, en vue d'aider les deux pays à régler leur différend au moyen de négociations directes.

La Chine et l'Inde peuvent avoir leurs propres points de vue sur ces propositions. En adoptant une attitude honnête, le gouvernement chinois a accepté en principe les propositions de Colombo comme base de négociations directes entre la Chine et l'Inde, en même temps qu'il faisait connaître son point de vue différent sous forme d'interprétation; il s'est abstenu de poser comme condition préalable à l'ouverture de négociations directes entre les deux pays l'acceptation de cette interprétation, interprétation qui pourrait être discutée au cours des négociations en vue d'une solution.

Les pays participant à la Conférence de Colombo considèrent que c'est là une réponse positive du gouvernement chinois aux propositions de Colombo. Ils n'ont jamais considéré l'acceptation en bloc des propositions de Colombo par la Chine et l'Inde comme

une condition à l'ouverture de négociations directes entre les deux pays. Cependant, le gouvernement indien d'une part s'obstine à faire des propositions de Colombo un arbitrage et, d'autre part, cherche à faire passer l'interprétation indienne quant aux propositions de Colombo pour les éclaircissements donnés par les pays participant à la Conférence de Colombo, afin de l'imposer non seulement à ceux-ci, mais encore à la Chine.

Cette façon d'agir est malhonnête, et montre que l'Inde n'a nullement l'intention d'entamer des négociations. Vous avez dit dans votre lettre que vous étiez prêt, le moment venu, à soumettre le différend frontalier sinoindien à un organisme international tel que la Cour internationale de justice à la Haye. Vous avez ajouté que rien ne pourrait être plus équitable et plus raisonnable que cette proposition.

Le gouvernement chinois estime qu'une question aussi complexe que celle de la frontière sino-indienne et qui touche à la souveraineté, ne peut être réglée que par la négociation directe entre les deux parties intéressées et non par un arbitrage sous quelque forme que ce soit. Le gouvernement chinois n'a jamais consenti et ne consentira jamais à ce que le différend frontalier sino-indien soit soumis à un arbitrage international.

Le 7 août 1961, vous avez déclaré au parlement indien que "l'arbitrage n'était pas considéré comme une méthode propre à régler le différend au sujet de 51.000 milles carrés de la région frontière himalayenne se trouvant face au Tibet". Par la suite, vous avez dit plus d'une fois que

l'arbitrage ne convenait pas aux différends en matière de souveraineté.

Maintenant que le gouvernement chinois a déjà créé les conditions pour des négociations directes entre la Chine et l'Inde, et que tous les pays et peuples soucieux de l'amitié sino-indienne souhaitent ardemment l'ouverture prochaine de négociations entre la Chine et l'Inde, non seulement le gouvernement indien a posé des conditions préalables déraisonnables, rendant ces négociations impossibles, mais, en changeant brusquement d'attitude, vous avez affirmé que l'arbitrage est la méthode la plus équitable et la plus raisonnable.

Ce brusque revirement ne vise en définitive qu'à camoufler le fait que le gouvernement indien rejette la négociation. Pour faciliter un règlement pacifique de la question de la frontière sino-indienne, le gouvernement chinois a fait tout ce qui était en son pouvoir. La Chine a pris de sa propre initiative des mesures de cessez-le-feu et de retrait, rapatrié les militaires indiens capturés, qui étaient blessés ou malades, restitué à l'Inde le matériel de guerre capturé et évacué les régions en contestation au sujet des dispositions pour le cessez-le-feu sans y installer de postes de contrôle civils.

Récemment encore, le gouvernement chinois, toujours de sa propre initiative, a décidé et commencé de libérer et de rapatrier tous les Indiens capturés qui sont plus de 3.000. Je voudrais vous rappeler une fois de plus qu'à la suite de leur retrait, les gardes-frontière chinois sont actuellement loin en deçà des positions qu'ils occupaient le 8

septembre 1962. Ce faisant, on a pleinement ménagé la dignité et l'amour-propre de l'Inde.

Le gouvernement chinois était parfaitement en droit d'installer des postes de contrôle civils dans les régions en contestation au sujet des dispositions pour le cessez-le-feu, mais pour répondre à l'appel lancé par la Conférence de Colombo, il a décidé de les évacuer sans y installer de postes de contrôle civils. C'est là un nouveau et important effort accompli par la Chine pour tenir compte de la dignité et de l'amour-propre des deux parties, et en premier lieu de la dignité et de l'amour-propre de l'Inde.

Quiconque fait tant soit peu une comparaison entre ce que le gouvernement chinois a déjà fait et ce qu'il a préconisé dans sa déclaration du 24 octobre 1962 peut constater combien grandes sont les concessions faites par la Chine pour promouvoir le règlement pacifique de la question de la frontière sino-indienne. Mais qu'a donc fait le gouvernement indien? Non seulement il n'a pas répondu de façon positive aux initiatives chinoises, mais au contraire, après la détente intervenue à la frontière, il a poussé avec plus d'acharnement encore ses clameurs antichinoises, recherché l'aide militaire des Etats-Unis et se prépare à la guerre.

L'Inde a continué à faire violer le territoire et l'espace aérien chinois dans les régions situées à la frontière sino-indienne; elle a persécuté les ressortissants chinois en Inde et en a même jeté plus de 2.000 dans des camps de concentration; une partie de ces ressortissants chinois

persécutés est en voie de rapatriement à bord des navires envoyés par le gouvernement chinois alors que nombreux sont ceux qui se voient empêchés de rentrer en Chine; elle a contraint la Chine à fermer ses consulats généraux en Inde, imposé des restrictions aux activités diplomatiques de l'Ambassade de Chine en Inde et pris possession, sans la moindre raison, des succursales de la Banque de Chine dans ce pays; elle a établi la censure sur les lettres et télégrammes entre la Chine et l'Inde, mesure qui n'est admissible qu'en temps de guerre; elle a de plus toléré avec toujours plus de complaisance les activités criminelles des bandits rebelles tibétains réfugiés en Inde dirigées contre leur patrie.

Je suis sûr que tous ceux qui respectent les faits sauront porter un jugement équitable sur la question de savoir qui en définitive est animé du désir sincère de régler pacifiquement la question de la frontière sino-indienne.

Une détente est maintenant intervenue à la frontière sino-indienne, grâce à l'initiative chinoise. Tant que l'Inde s'abstiendra de toute provocation, une nouvelle tension sera impossible à la frontière sino-indienne, même si les négociations étaient pour le moment impossibles. Si l'Inde, bénéficiant de l'aide militaire massive des Etats-Unis et se trouvant, en fait, dans une alliance, commettait de nouvelles intrusions dans les régions évacuées par les gardes-frontière chinois lors de leur retrait à 20 km en deçà de la ligne de contrôle effectif du 7 novembre 1959, les régions en contestation au sujet des dispositions pour le cessez-le-feu comprises, et rallumait la guerre à la frontière sino-indienne, les peuples du monde verraient

plus clairement que jamais la nature agressive de ses agissements.

Votre Excellence Respecté Premier Ministre, vous voulez que le gouvernement chinois, tout comme le gouvernement indien, accepte en bloc les propositions de Colombo et les prétendus éclaircissements produits à New Delhi comme une condition préalable à la négociation. En fait, c'est demander, sous forme d'ultimatum, à la Chine d'accepter l'interprétation donnée par le gouvernement indien aux propositions de Colombo.

Et c'est absolument irréalisable. Vous avez toujours conseillé aux autres pays de régler leurs différends par voie de négociations pacifiques sans conditions préalables, alors pourquoi donc le gouvernement indien prend-il une attitude qui est diamétralement à l'opposé lorsqu'il s'agit des négociations sino-indiennes au sujet de la frontière? En dépit de cette attitude du gouvernement indien, je voudrais vous demander une fois encore d'envisager l'éventualité pour les deux parties d'accepter en principe les propositions de Colombo comme base pour entamer sur-le-champ des négociations sur la stabilisation du cessez-le-feu, la rupture de contact et le règlement pacifique de la question frontière, et d'aplanir, au cours de ces négociations, les différences d'interprétation qui existent entre elles quant aux propositions de Colombo.

Tel est l'espoir du gouvernement chinois et celui des peuples du monde. Si, pour des considérations de

politique intérieure et extérieure, le gouvernement indien n'entend pas, pour le moment, entamer des négociations, le gouvernement chinois est disposé à attendre avec patience.

Si, sous l'influence de forces extérieures, le gouvernement indien croit aveuglément à la force des armes et provoque un nouveau conflit frontalier sino-indien, ce sera non seulement une chose que le gouvernement chinois ne souhaite pas voir se produire, mais aussi une chose que les peuples chinois et indien, de même que les autres peuples du monde, ne pardonneront pas.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.